

**Edito du journal de mars 2006**

## **Grippe aviaire**

### **Quel type d'oiseau menace le poulailler ?**

Voilà que l'agriculture risque de subir de plein fouet une nouvelle crise sanitaire ! Toute la filière devrait y perdre des plumes : du producteur de poussins, en passant par l'éleveur, jusqu'au producteur de céréales fourragères. A qui la faute ? Aux oiseaux migrateurs qui transportent le virus du sud au nord ? Aux petits ou grands éleveurs du sud-est asiatique d'où semble être parti le virus et qui n'ont pas annoncé assez tôt que leurs élevages étaient décimés par une étrange maladie ? Osons une autre approche qui nous semble justifiée vu la manière dont a débuté l'épidémie, puis sa propagation. Notre système mondialisé pousse les producteurs à se livrer une concurrence acharnée. De leur côté, les négociants profitent de la disparité des normes de production. Il est toujours économiquement rentable de délocaliser la production destinée à l'exportation vers les pays où les normes sanitaires, sociales et environnementales sont les plus basses. Le marché mondial pousse à ce type de spécialisation : que ce soit pour les tomates d'El Ejido, les poulets chinois, le bœuf américain ou les OGM argentins, pour ne citer que ces exemples, les multinationales convoitent l'endroit adéquat pour engranger leurs profits à court terme. A ceux qui affirment qu'une production de volailles en Suisse a tout son sens, nos grands distributeurs rétorquent qu'elle n'est pas rentable et que les paysans devraient mettre la clé sous le paillason pour laisser la place aux poulets importés. Tout dépend des coûts inclus dans le calcul de rentabilité : si aux coûts habituels de production sont ajoutés les tonnes de doses de Tamiflu (bien que cela fasse marcher une boîte pharmaceutique suisse...), les salaires des armadas d'experts qui planchent depuis 3 ans sur le sujet à l'OMS, les coûts des transports de la viande sur des dizaines de milliers de kilomètres et des abattages massifs d'élevages aux quatre coins de la planète, les aides directes et indirectes aux producteurs (européens) touchés par la crise économique, il est facile d'imaginer que le poulet d'importation ne se retrouverait pas à de tels prix de dumping dans nos assiettes. C'est ce qu'on appelle les externalités négatives... ou les dégâts collatéraux d'une politique basée sur le tout-économique. Les journaux ont beau remplir leurs colonnes de conseils précisant qu'il n'est pas dangereux de consommer du poulet ou des œufs, le consommateur n'en a cure. Inquiet, troublé par les précédentes crises alimentaires, il préfère s'abstenir. Ce qui confirme ce que nous avons toujours dit : le consommateur n'entretient pas la même relation avec un produit alimentaire qu'avec un produit industriel. Ce que tente de faire l'OMC, en mondialisant les marchés alimentaires, va à l'encontre du réflexe premier des consommateurs. A l'inverse, prenez les voitures : si la presse annonce qu'une marque de voiture a révélé des faiblesses dans sa conception et qu'elle se retourne facilement lorsque la bise la prend par surprise sur l'autoroute, le consommateur ne renoncera pas à l'achat d'une voiture. Il changera simplement de marque. Dans le cas de la crise sanitaire actuelle, une bonne partie de la population arrête tout bonnement d'acheter de la volaille. Une frange se réoriente heureusement vers le produit local pour lequel elle a le sentiment de contrôler un tant soit peu la production.

Il s'agit pour les producteurs d'arriver à communiquer ce message : aujourd'hui nous n'avons pas les moyens de contrôler une filière qui n'est pas de proximité, mais les conséquences d'une crise sont subies par tous les producteurs sur le plan mondial. Tant que l'objectif de produire selon des normes uniformes au plan international n'est pas atteint, orientons-nous vers le marché de proximité. Aux citoyens d'agir en consommant local et en s'adressant aux producteurs ; si les poulaillers sont fermés, la porte des fermes leurs sont ouvertes. Souveraineté alimentaire quand tu nous tiens...

Uniterre